

Le P.C.F. et la révolution algérienne

Léon Feix dans « L'Humanité » du 10 avril, sous le titre « Réponse à quelques critiques sur l'action du parti contre la guerre d'Algérie » s'efforce à justifier la politique de la direction stalinienne du PCF.

Nous verrons plus loin les raisons d'une telle tentative, mais examinons d'abord les divers points de son argumentation.

Ils peuvent ainsi se résumer :

— le parti communiste suit depuis trente ans les principes marxistes-léninistes sur la question coloniale, notamment en ce qui concerne l'Algérie ;

— ces principes guident le parti lorsqu'il déclare qu'il est nécessaire de reconnaître le droit à l'indépendance de l'Algérie dans l'« intérêt national » et de construire « une union libre, confiante et fraternelle entre les peuples coloniaux et le peuple de France » ;

— la répression qui s'abat sur nos militants montre bien que nous combattons vigoureusement ; les prises de positions de certaines personnalités, les divergences au sein du parti socialiste et du gouvernement sont dues dans une large mesure à notre combat et en démontrent l'efficacité.

LES PRINCIPES ET LEON FEIX

De même qu'il est des sourds qui ne veulent pas entendre il est des ignorants qui ne veulent connaître, aussi ne renverrons-nous pas Léon Feix, mais nos lecteurs, aux thèses sur les questions nationales et coloniales du II^e Congrès de l'Internationale Communiste dont on trouve l'ébauche faite par Lénine dans ses « Œuvres choisies » ; il en faudrait faire de larges citations pour montrer que ce sont les principes léninistes en la matière. Contentons-nous de celle-ci :

« Dans la propagande et l'agitation du Parti communiste — à la tribune parlementaire, comme en dehors d'elle — il importe non seulement de dénoncer inlassablement les violations constantes du principe de l'égalité des nations... il faut aussi : 1° expliquer sans cesse que seul le régime soviétique peut effectivement réaliser l'égalité des nations en unissant les prolétaires d'abord, toute la masse des travailleurs ensuite, dans la lutte contre la bourgeoisie ; 2° il faut que tous les Partis communistes prêtent un concours direct aux mouvements révolutionnaires des nations dépendantes ou lésées dans leur droit et aux colonies.

Sans cette dernière condition, d'une importance particulière, la lutte contre l'oppression des nations dépendantes, de même que la reconnaissance de leur droit à se séparer et à se constituer en Etats ne sont qu'une enseigne mensongère...

La reconnaissance verbale de l'internationalisme, auquel on substitue en fait dans toute la propagande, l'agitation et l'activité pratique, le nationalisme et le pacifisme petit-bourgeois n'est pas seulement le fait constant des partis de la II^e Internationale mais aussi de ceux qui en sont sortis et même assez souvent de ceux qui s'intitulent maintenant communistes. »

Pour en finir avec les prétentions de l'« ignorant » Feix, on peut également lui demander ce qu'il pense de l'article de Lénine : « Du droit des Nations à disposer d'elles-mêmes » et notamment de ces phrases : « le prolétariat reconnaissant l'égalité en droits et un droit égal à constituer un Etat national, il prise et place par-dessus tout l'alliance des prolétaires de toutes les nations, apprécie sous l'angle de la lutte de classe des ouvriers toute revendication nationale, toute séparation nationale ». Nous sommes bien loin de la bouillie démocratique prodiguée par Léon Feix et ses amis.

Comparons ces textes à la politique du groupe Thorez.

Après avoir durant de longs mois réclamé la reconnaissance du fait national algérien, les émulx français de Staline réclament le droit à l'indépendance de l'Algérie mais, ajoutent-ils précipitamment : « le droit au divorce ne signifie pas l'obligation de divorcer », ce qu'il faut c'est une

« union libre et confiante entre les peuples coloniaux et le peuple de France ».

Nous pensons quant à nous avec Lénine (voir plus haut), que ce type d'union entre un pays capitaliste développé et un pays sous-développé ne peut avoir pour conclusion que la sujétion économique, partant politique, de l'Algérie ou de tout pays colonial. La bourgeoisie française n'est pas une organisation de charité et quelle possibilité aurait l'Algérie liée à ce partenaire privilégié de s'opposer à une industrie infiniment plus puissante que la sienne propre. Aucune mesure de protection ne peut, dans un cadre capitaliste, permettre hors de situation absolument exceptionnelle et de toute façon très limitée (Argentine durant la guerre) à des pays sous-développés d'échapper à l'emprise impérialiste.

Même si s'instaurait en Algérie une dictature du prolétariat, son indépendance économique serait très limitée. La politique du Parti Communiste Français aide-t-elle à l'avènement du socialisme en Algérie ? Nous avons de bonnes raisons de croire le contraire, nous y reviendrons.

En France, dans la situation actuelle, la lutte de classe menée contre la guerre coloniale peut amener une situation pré-révolutionnaire. La perte de l'Algérie ouvrirait pour le capitalisme français, dont il saperait une base essentielle, tout en favorisant les mouvements de libération d'Afrique Noire, la crise finale.

Du point de vue des intérêts du prolétariat français, rien ne peut donc justifier l'opportunisme de la direction du PCF.

Mais la clique thorezienne fait grand bruit autour de conditions particulières de l'Algérie. C'est d'une part de liens historiques qu'il s'agit. Ce sont les liens des massacres dont sont jalonnées les années depuis la conquête, de la misère et du pillage, ce sont les liens de l'esclavage.

Ensuite et voilà qui fait plus sérieux, il est fait mention de l'existence d'une forte minorité d'Européens. Nous pensons toutefois que cet argument ne peut résister à l'examen. Il n'y a

PERMANENCE DE LA TRAHISON

En se reportant en arrière, on s'aperçoit que l'attitude de la direction Thorez a depuis vingt ans au moins été à l'encontre du mouvement nationaliste algérien.

A l'époque du front populaire, Blum dissout l'Etoile Nord-Africaine, Thorez laisse faire.

En 1945, les communistes étant au gouvernement, ont lieu les massacres du Constantinois. Feix prétend, avec une belle impudeur, qu'ils furent dénoncés au Parlement et dans le pays. L'indignation feinte aujourd'hui ne les fit pas quitter alors un gouvernement de défense de l'impérialisme français. D'ailleurs, la lecture des journaux communistes de l'époque permet de constater que, loin de protester, les leaders du PCF traitèrent de fascistes les dirigeants nationalistes.

Il y a donc une assez longue tradition de trahison des luttes du peuple algérien et par conséquent du prolétariat français.

Pour le malheur du peuple algérien, ses propres mouvements importants correspondent en 36, en 45 et maintenant à des déplacements vers la gauche de la politique française. Déplacements à gauche, dont la direction du PCF profite depuis vingt ans pour offrir, pour rechercher, en com-

ENCORE SUR LES POUVOIRS

Il est pour le moins étrange de constater que la direction du PCF éprouve encore le besoin de se justifier du vote des pouvoirs spéciaux après plus d'un an. La raison en est fort simple. S'il est relativement facile d'avoir encore quelques conférences unanimes, il est par contre quasiment impossible de réduire le sordid malaise des militants communistes qui, en assez grand nombre, n'ont pas encore « compris » le vote des pouvoirs spéciaux. L'opposition interne semble devoir se regrouper à partir de la critique de la politique officielle sur l'Algérie. Et en fait, au-

pratiquement pas en Algérie de bourgeoisie autochtone, la bourgeoisie y est essentiellement française. De plus, nombre d'Européens d'Algérie, jaloux de leurs petits privilèges, se considèrent comme d'une race de seigneurs ; agents de fait du colonialisme ils lient leur sort au sien.

Nous ne voyons vraiment pas quel intérêt a le prolétariat français à défendre une bourgeoisie et ses alliés même et surtout s'ils sont de souche française et les instruments d'exécution du grand capital français.

Tout au contraire de par l'absence de bourgeoisie algérienne, le peuple algérien se trouvera rapidement contraint à poser le problème du socialisme. Toute tentative de maintenir dans une part de leurs droits particuliers les « français » d'Algérie ne peuvent qu'aider l'impérialisme français, freiner la transformation du mouvement de libération en révolution socialiste.

Si maintenant de la théorie on passe à la pratique, on voit que contrairement aux affirmations de Feix, il n'y a rien de semblable à l'heure actuelle à la campagne contre la guerre du Rif en 1925. Il déclare lui-même que le PCF a beaucoup plus de force dans la classe ouvrière qu'il n'en avait à l'époque et ne s'aperçoit pas que rien de comparable à la grève réunissant 900.000 travailleurs d'octobre 1925 n'a été fait. Bien plus, les actions des rappelés, les manifestations de 1955 ont été laissées isolées, les communistes sous les drapeaux ont été laissés sans directives. Et quand il se retranche derrière les emprisonnés, il oublie de dire que le plus souvent leur action a été non le résultat de directives, mais d'initiative locale, voire individuelle. Les 90 emprisonnés, s'ils sont la gloire des militants communistes sont aussi le stigmate honteux de la direction. Le vote des pouvoirs spéciaux, couronnement d'une politique aussi éloignée du léninisme, a démobilisé les masses et explique l'extrême difficulté à rassembler les prolétaires, même avec les mots d'ordre un peu plus radicaux des tout derniers mois. Loin de favoriser l'unité d'action avec les socialistes, il a retardé l'évolution au sein de la SFIO. Enfin il a compromis pour une période les possibilités du parti communiste algérien.

En sacrifiant « le tout à la partie » — admirons en passant la curieuse dialectique — la clique stalinienne du PCF sacrifiait entre autre l'indépendance algérienne.

Nous n'insisterons pas sur les raisons d'une telle politique, mais il faut en chercher la cause « idéologique » tout à la fois dans les théories stalinienne sur la nation et la conception bureaucratique de la défense de l'URSS qui tend à éviter tout mouvement révolutionnaire.

Pour en revenir à la situation présente, au nom des voies parlementaires vers le socialisme, le clan Thorez recherche de nouveau un compromis avec une fraction de la bourgeoisie, espérant l'aide des socialistes dans cette tâche. Aussi, le Parti Communiste réclame-t-il, avec les réserves que nous connaissons, le droit à l'indépendance de l'Algérie au nom de l'intérêt national. Mais cet appui de la propagande chauvine de la bourgeoisie, parmi le prolétariat et la petite bourgeoisie, rend fort douteuse une mobilisation effective des masses. Il ne reste plus aux militants révolutionnaires à espérer, à défaut d'un Dien-Bien-Phu algérien, qu'en la faiblesse économique du capitalisme français ou en une révolution interne du Parti Communiste Français.

SPECIAUX, UN AN APRES

tour de cette question se posent des problèmes essentiels pour les communistes en France ; l'unité d'action, les perspectives, les classes et la nation.

C'est dire l'importance qu'il y a pour Feix à tenter de colmater les brèches. Sa tentative de justification montre aussi que les divergences, loin de s'atténuer demeurent et partant s'approfondissent. La renaissance du communisme se prépare, il faudra plus que les arguties de Feix pour la freiner.

Lucien COLLONGES.